

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès  
84905 Avignon

Avignon, le 03/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SIRAP FRANCE (TARASCON)**

15 avenue des Artisans  
Zac du Roubian  
13150 Tarascon

Références : D-00644-2024/LRAR N°1A 204 774 9488 1  
Code AIOT : 0006401416

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2024 dans l'établissement SIRAP FRANCE (TARASCON) implanté ZAC du Roubian - 15 avenue des Artisans - 13 150 Tarascon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIRAP FRANCE (TARASCON)
- ZAC du Roubian - 15 avenue des Artisans - 13 150 Tarascon
- Code AIOT : 0006401416
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SIRAP FRANCE exploite sur la commune de Tarascon une usine de fabrication de barquettes en plastique non expansées, destinées à la grande distribution, à l'industrie agroalimentaire et au secteur de la vente à emporter. Ses activités sont réglementées par l'arrêté

préfectoral du 23 juillet 2002.

### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 23/07/2002, article 2.II.7	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'actions correctives	Sans délai

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conformité aux plans et données techniques	Arrêté Préfectoral du 23/07/2002, article 2.II.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Réseau incendie	Arrêté Préfectoral du 23/07/2002, article 2.X.1.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a satisfait aux prescriptions de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 18/12/2023 (régularisation administrative). L'instruction du dossier de porter-à-connaissance produit en vue de régulariser la situation administrative de l'établissement est en cours. L'Inspection a d'ores-et-déjà formulé des questions et des remarques ; le porter-à-connaissance complété devra être adressé à l'Inspection au plus tard sous trois mois.

Les opérations de nettoyage/récupération des granulés de plastiques doivent se poursuivre au niveau des espaces verts.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Conformité aux plans et données techniques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2002, article 2.II.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Conformité au DDAE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 26/09/2023</li> </ul>

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 18/04/2024

#### **Prescription contrôlée :**

L'établissement devra être conforme aux plans et données techniques contenus dans le dossier d'extension SOCOTEC référence BEC0105 d'avril 2001 joint à la demande d'autorisation.

#### **Constats :**

Pour rappel, lors de la visite précédente, l'Inspection avait constaté que certains stockages de matières combustibles n'étaient pas conformes aux plans et données techniques du dernier dossier de demande d'autorisation d'exploiter en vigueur (2001). Conformément aux dispositions de l'article L.171-8-I du Code de l'environnement, la société SIRAP FRANCE a été mise en demeure, par arrêté préfectoral du 18/12/2023, de se mettre en conformité, ou si une ou plusieurs dispositions techniques ne peuvent être respectées (sur la base de justifications argumentée), d'adresser une demande de modification des conditions d'exploiter, dans les formes prévues par l'article R.181-46 du Code de l'Environnement.

L'exploitant a adressé à l'Inspection, par courriel du 30/04/2024, un dossier de porter-à-connaissance, afin de régulariser le stockage extérieur de matières plastiques recyclées situé à l'ouest du bâtiment n°1 et le stockage de palettes de cartons situé sous la tente de stockage (les autres stockages extérieurs de matières plastiques, constatés lors de la précédente visite, ont été supprimés).

Le dossier présente également le projet de déplacement des lignes SIROPACK (machines destinées à l'encollage des barquettes et à la dépose d'ouate au fond de celles-ci), du bâtiment de production vers un nouveau local dédié dans le bâtiment de stockage n°1.

Le dossier de porter-à-connaissance conclut que les modifications survenues sur le site depuis la dernière enquête publique ne sont pas substantielles au regard des critères définis à l'article R. 181-46-I du Code de l'Environnement. Par conséquent, le dépôt d'une nouvelle demande d'enregistrement ou d'autorisation n'est pas jugée nécessaire par l'exploitant.

Au cours de la visite, l'Inspection a formulé à l'exploitant des observations et questions concernant le dossier de porter-à-connaissance (également transmises par courriel du 23/09/2024). L'Inspection a également constaté que le déplacement des lignes SIROPACK était effectif depuis avril 2024. Il a été rappelé à l'exploitant que même si la modification apportée aux installations est jugée non substantielle, le Préfet peut juger nécessaire de fixer de nouvelles prescriptions, notamment constructives. Dès lors, l'exploitant s'expose à devoir mettre en conformité le local déjà construit.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant doit compléter son dossier de porter-à-connaissance en tenant compte des demandes et questions adressées par courriel du 23/09/2024. Il adressera son dossier complété à l'Inspection, au plus tard sous trois mois à réception du présent rapport.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

N° 2 : Réseau incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/07/2002, article 2.X.1.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 26/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 1 mois à réception de la lettre préfectorale

**Prescription contrôlée :**

L'établissement sera équipé d'un réseau enterré autonome d'eau incendie [...].

Ce réseau sera équipé de boucles et poteaux incendie normalisé, [...] pour permettre d'atteindre un débit de 450 m<sup>3</sup>/h.

En plus du réseau incendie de la zone, une réserve d'eau autorégulée de 900 m<sup>3</sup> sera maintenue à disposition pour les services d'Incendie et de Secours. Cette réserve sera équipée de deux lignes d'aspiration et d'une aire de stationnement permettant la mise en place des engins de secours.

**Constats :**

Pour rappel, l'exploitant dispose de cinq poteaux incendie (2 PI sur site et 3 PI sur la voie publique). Les débits individuels de chacun des PI sont régulièrement contrôlés, par contre, l'exploitant ne disposait pas d'une mesure de débit en simultané.

Comme suite à la demande de l'Inspection, l'exploitant a fait procéder, par la société MADIS le 27/11/2023, à une mesure de débit en simultané des 5 PI. Le débit mesuré s'élève à 666 m<sup>3</sup>/h, supérieur au débit minimal de 450 m<sup>3</sup>/h, fixé par l'arrêté préfectoral du 23/02/2022.

L'exploitant n'a pas été en mesure de distinguer, sur la base de la numérotation du rapport MADIS, les PI internes des PI externes. La société MADIS a indiqué que le PI n°3 présentait un problème sur la vanne de barrage (débit < 120 m<sup>3</sup>/h).

D'autre part, le site dispose d'un bassin pompier, alimenté par un forage. L'appoint d'eau de ce bassin est réalisé manuellement, et non automatiquement comme prévu par l'arrêté préfectoral. De plus, il n'existait aucun repère visuel sur le bassin permettant de justifier du volume utile de 900 m<sup>3</sup> d'eau. L'Inspection avait donc demandé à l'exploitant, à l'issue de l'inspection du 26/09/2023, de lui faire connaître sous un mois les dispositions prises ou envisagées pour se mettre en conformité.

Par courriel du 29/11/2024, l'exploitant a justifié de la mise en place d'un repère visuel au niveau du bassin pompier (le volume repéré par l'indicateur visuel n'a pas fait l'objet d'une vérification de la part de l'Inspection). Concernant l'automatisation du remplissage du bassin, l'exploitant a indiqué qu'elle n'était pas en place et qu'il allait lancer des consultations auprès d'entreprises extérieures. Dans le cadre du dossier de régularisation d'une partie des stockages de matières combustibles (voir constat n°1), il est apparu nécessaire, dans un premier temps, de recalculer le besoin en eau d'extinction, notamment compte tenu du volume maximal de matières plastiques actuellement entreposé, très inférieur à celui autorisé en 2002. D'autre part, l'utilité d'automatiser le

remplissage du bassin pompier pourra également être discuté avec les services d'Incendie et de Secours, dans le cadre de l'instruction du dossier de porter-à-connaissance.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>L'exploitant précisera à l'Inspection les PI qui lui appartiennent. Le cas échéant, les travaux nécessaires seront réalisés sur le PI n°3 (ou les observations de la société MADIS seront transmises à la collectivité en charge de la gestion des PI sur la voie publique).</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2002, article 2.II.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions générales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/09/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 1 mois à réception de la lettre préfectorale</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols.
<b>Constats :</b>  Pour rappel, lors de la visite du 26/09/2024, l'Inspection avait constaté la présence de granulés de plastique présents en quantité significative à de nombreux endroits sur le site, sur des aires imperméabilisées ou sur des espaces verts (en particulier l'espace vert situé au sud-ouest). L'Inspection avait demandé à l'exploitant de lui faire connaître sous un mois son plan de prévention des pertes de GPI, ainsi que les actions menées ou envisagées pour récupérer les granulés disséminés sur le site.  Par courriel du 06/02/2024, l'exploitant a indiqué à l'Inspection les mesures mises en œuvre : « 1/ Plan de prévention pour lutter contre les pertes de GPI : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Prioriser le stockage en silo plutôt qu'en big bag.</li> <li>• Stockage en big bag munis d'une housse de protection contre les UV.</li> <li>• Exutoire pluvial équipé de filtres/bac de récupération de GPI.</li> <li>• Installation d'un kit de nettoyage sur la zone de stockage extérieure.</li> <li>• Mise en place de consigne en cas de déversement de matière (colmatage des fuites, nettoyage des zones, etc.).</li> <li>• 1 personne unique assignée à la gestion des réceptions de livraison / au stockage / au nettoyage et bon entretien global de la zone de stockage.</li> </ul> 2/ Plan d'action nettoyage GPI :

Le plan d'action de nettoyage des zones présentant une forte présence de GPI est en cours de déploiement, les zones ciblées sont :

- La pelouse à cote du stock de big bag ;
- Le stock big bag le long de la tente ;
- Le long du mur bâtiment process. »

Lors de la visite du 13/09/2024, l'Inspection a constaté que :

- le PET recyclé externe est désormais stocké en silos (et non plus en big bag) ;
- les stockages de matières plastiques en big-bags et en bobines situés à l'est du bâtiment du bâtiment n°2 et entre la tente de stockage et le bâtiment n°2 ont été supprimés (il demeure quelques bobines entre la tente et le bâtiment, en attente d'évacuation) ; les aires goudronnées correspondantes sont globalement propres (il demeure des granulés de plastique ponctuellement le long des bordures de voies) ;
- il subsiste un stockage de big-bags (PET recyclé interne) situé à l'ouest du bâtiment 1 (stockage en cours de régularisation – voir point de contrôle n°1), qui ne présente pas de big-bags éventrés ;
- par sondage, les avaloirs d'eaux pluviales ont été équipés de filtres pour retenir les granulés de plastiques, à l'exception de celui situé devant l'entrée de la tente de stockage. L'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer pourquoi cet avaloir n'était pas équipé ;
- il demeure encore beaucoup de granulés de plastiques sur l'espace vert situé au sud-ouest du site, malgré les actions de nettoyage réalisées en interne par l'exploitant. Ce dernier a indiqué que de nouveaux essais de nettoyage vont être réalisés d'ici la fin septembre avec un prestataire extérieur.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'avaloir situé devant l'entrée de la tente de stockage devra être équipé d'un filtre, dans les plus brefs délais.**

**Les opérations de nettoyage des espaces verts doivent se poursuivre. L'état de ces espaces fera l'objet d'un prochain contrôle de la part de l'inspection**

**Type de suites proposées :** Avec suite

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective